AUTORISATION PARENTALE POUR LES MINEURS

Je soussigné(e),

Nom : **Prénom :**

Né(e) le : à :

Domicilié (e) à :

.....
.....

agissant en qualité de ⁽¹⁾ :

Père; Mère, Parent exerçant le droit de garde, Tuteur,

Autorise le mineur :

Nom : **Prénom :**

Date et Lieu de Naissance :

.....

-À adhérer à l'association "Par-ci par-là" pour la saison 20.../20... pour la pratique de l'escalade tant sur structure artificielle qu'en sites naturels, et autres activités dérivées (via ferrata, canyoning, ect...).

-À être transporté à titre gratuit dans les véhicules des encadrants ou des parents accompagnateurs, lors des déplacements durant les cours d'escalade.

Autorise « Par-ci, Par-là » à utiliser des photos sur lesquelles pourrait figurer mon enfant pour la promotion du club sur son site internet : OUI NON

Je déclare sur l'honneur ⁽¹⁾

- a) avoir plein exercice de l'autorité parentale à l'égard de ce mineur et n'être ni divorcé, ni séparé de corps, ni en instance de divorce ou de séparation de corps,
- b) être investi du droit de garde (ou) de la tutelle à l'égard de ce mineur.

Fait à :, le

(Signature)

(1) rayer les mentions inutiles

JUSTIFICATIFS A PRODUIRE :

A / En cas de divorce ou de séparation de corps des parents, le demandeur doit fournir un extrait du jugement l'investissant de la garde de l'enfant, délivré par le Greffé du Tribunal et comportant l'Etat Civil complet des parties et les dispositif ou, si l'instance est en cours, l'extrait de l'ordonnance du Président du Tribunal statuant sur la garde des enfants.

B / En cas de délégation ou de déchéance de l'autorité parentale, produire un extrait de la décision de justice prononçant la déchéance ou autorisant la délégation. En cas de tutelle, produire la délibération du conseil de famille ou la décision de justice désignant le tuteur.

NOTA : En application de l'article 154 du Code Pénal, sera puni d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans et d'une amende de 500 à 5 000 Fr., quiconque se sera fait délivrer indûment, soit en faisant de fausses déclarations, soit en prenant un faux nom ou une fausse qualité, soit en fournissant de faux renseignements, certificats ou attestations, un permis, certificat, livret, carte, bulletin, récépissé, passeport, laissez-passer ou autres documents délivrés par les administrations publiques en vue de constater un droit, une identité ou une qualité, ou d'accorder une autorisation.